

*Le budget—M. Collette*

J'aimerais traiter plus en détail le second volet du thème de la justice appliqué à la crise du logement que nous connaissons. Les programmes que le gouvernement a lancés ces dernières années montrent la philosophie des libéraux, leur philosophie de justice et d'équité en matière de construction de logements. L'OCDE et plusieurs spécialistes étrangers bien connus ont reconnu la qualité des logements au Canada. Il suffit de se rendre à l'étranger, en Europe par exemple, où la croissance économique reste élevée, pour constater que les conditions de logement ne sont pas comparables à celles d'ici.

J'aimerais plus particulièrement poser la question de savoir qui doit bénéficier d'une aide en matière hypothécaire. Quels Canadiens devraient en profiter? Ceux qui ont des hypothèques sur leur maison ou les locataires ou bien un peu des deux?

On a dit toutes sortes de choses ces derniers temps ici même. On a dit que le gouvernement se désintéressait des problèmes créés par les taux d'intérêt élevés. Nous nous désolons tous de ce côté de la Chambre des taux d'intérêt élevés enregistrés en août et en septembre. Je tiens à rappeler que ce n'était là qu'une situation temporaire. Le taux de base, le taux d'escompte de la Banque du Canada a baissé de 5 p. 100 au cours des six dernières semaines. Il va continuer à baisser si les mesures préconisées dans le budget portent des fruits. Le taux d'inflation diminuera aussi et il y aura par voie de conséquence une relance de l'économie.

Je suis un peu mortifié depuis quelque temps. Je viens chaque jour à la Chambre des communes. J'entends les députés NPD et conservateurs faire des déclarations fracassantes sur la nécessité d'aider ceux qui doivent renouveler leur hypothèque. Dans ma circonscription, quatre personnes seulement sont venues exprimer les craintes dont l'opposition affirme qu'elles sont généralisées dans le pays.

Il y a eu un petit homme d'affaires que je connais très bien. Son entreprise de courtage hypothécaire souffre malheureusement de l'élévation des taux d'intérêt. L'autre était un propriétaire de maison individuelle que je connais depuis des années. Comme il l'a reconnu, sa femme et lui avaient prévu que les taux n'augmenteraient pas: ils s'étaient un peu trompés dans leurs calculs, mais ils sont disposés à aménager leur train de vie pour tenir compte de la poussée à court terme des taux d'intérêt. Malheureusement, ils ont renouvelé leur hypothèque à 22 p. 100. «Lorsque les taux baisseront, lui ai-je dit, si vous avez une hypothèque remboursable par anticipation, vous pourrez la renégocier plutôt que d'avoir à subir pendant trois ou cinq ans ces taux exorbitants.»

L'opposition crée l'impression que ceux qui renouvellent aujourd'hui leur hypothèque à 20 et 22 p. 100 vont rester coincés, qu'ils vont en pâtir pendant des années. Bien sûr, il va y avoir des complications à court terme. Cela, c'est le côté injuste du financement hypothécaire que nous avons dans le pays. Certains qui ont dû renouveler leur hypothèque de un, trois ou cinq ans ces derniers mois ont été vraiment assommés par les taux d'intérêt élevés.

La question se pose de savoir si le gouvernement doit aider tout le monde, accorder une subvention hypothécaire générale. D'après leurs dires, on pourrait croire que l'opposition officielle et le NPD veulent une subvention pour tout le monde. Mais qui paiera tout cela? Les contribuables ordinaires, dont beaucoup n'ont pas d'hypothèque. Beaucoup sont retraités et ne doivent rien sur leur maison. Beaucoup sont des néo-Canadiens

qui ont peut-être cherché à rembourser rapidement leur hypothèque. Ce sont eux qui feront les frais d'une subvention générale.

Et les locataires? La moitié de mes électeurs, dans le grand Toronto, sont en location. Serait-il juste ou équitable de leur demander de subventionner les taux d'intérêt hypothécaires, grâce à leurs recettes fiscales générales, comme le propose le chef du parti néo-démocrate (M. Broadbent), selon lequel le gouvernement devrait subventionner la différence entre 15 p. 100 et les taux d'intérêt actuels? Je ne pourrai plus regarder mes électeurs en face en leur disant que c'est une mesure juste et équitable.

Qui devrions-nous subventionner? Qui devrions-nous aider? Le gouvernement a déclaré dans le discours du trône qu'il viendrait en aide à ceux qui ont des difficultés. Lorsqu'on lit les documents budgétaires, il est évident que le gouvernement a tenu sa promesse. Je n'ai aucune hésitation à dire à mes électeurs que nous avons protégé les Canadiens qui sont sur le point de perdre leur maison.

C'est ce que le ministre chargé du logement dit à la Chambre depuis quelques semaines. Il a été mis au pilori de manière injuste et sans pitié par l'opposition. Les députés de l'opposition n'ont fait que déformer ses propos, interpréter ses réponses de travers. Le ministre a fait preuve de plus de sens humanitaire, de sensibilité et de compréhension à l'égard des besoins sociaux des Canadiens que n'en manifesteront jamais le genre d'individus qui siègent de l'autre côté de la Chambre.

Le ministre en a vu de toutes les couleurs. A mon avis, et mes collègues en conviennent, ce ministre a fait preuve de compassion. Il a fait des pieds et des mains pour venir en aide à ceux qui sont aux abois. Il a tenu parole dans ce budget, car celui-ci aidera les personnes qui se trouvent dans la pire des situations, c'est-à-dire celles qui, sans ce budget, seraient à la rue. Je crois que les reproches faits au ministre sont totalement injustifiés et sont loin d'être ce que j'ai entendu de mieux au cours de ma carrière parlementaire.

● (1750)

Le rôle de l'État consiste-t-il à subventionner toute la population? L'État a-t-il le devoir de subventionner les nécessiteux? Ou encore lui incombe-t-il de subventionner les particuliers quel que soit leur mode de vie? En fait, appartient-il au gouvernement de subventionner le mode de vie? Non! Les conservateurs nous parlent toujours d'autonomie et d'autosuffisance. Aujourd'hui, quand quelqu'un achète une maison, il assume une responsabilité. Il doit tenir compte de sa situation financière; combien d'argent il a en banque; quel acompte il peut verser; quels seront ses versements mensuels. Ne doit-il pas prévoir également un ralentissement possible de l'économie? On a déjà connu des récessions. Le marasme économique n'est pas une réalité nouvelle. Ceux dont j'ai parlé tout à l'heure, les plus anciens de ma circonscription, ceux qui ont connu la dépression et qui ont dû payer leur maison, savaient que les périodes de vaches grasses ont toujours une fin. Ils savent que le système a parfois des ratés. Et c'est ce qui se passe depuis quelques années. Bon nombre de personnes ne peuvent admettre les réalités et les incertitudes de la vie en général.

Le parti ministériel actuel a presque toujours été au pouvoir depuis 20 ans. Il a connu une ère de prospérité sans précédent. Nous aimerions bien que cela continue encore. Mais quand